**La déclaration de Bridgetown**

***Résister au désastre nucléaire et au désastre environnemental :***

***Construire la paix dans la Caraïbe***

**Une Déclaration de la 1ère Conférence Caribéenne pour la Paix**

**Bridgetown, Barbade, 6-7 OCTOBRE 2017**

**Introduction**

Les organisations pour la Paix existant dans la Caraïbe-- le Mouvement Caribéen pour la Paix et l'Intégration (CMPI), le Mouvement Cubain pour la Paix et la Souveraineté des Peuples (MovPaz), le Conseil Jamaïcain de la Paix (JPC), le Conseil Guyanien de la Paix (GPC), et l'Antenne Caribéenne du Réseau International pour la Défense de l'Humanité (NIDOH-C), ainsi que plusieurs délégations nationales d'autres organisations progressistes (toutes ensemble représentant huit nations sœurs de la Caraïbe : Barbade, Cuba, le Guyana, la Jamaïque, Martinique, Sainte-Lucie, Trinidad et Tobago, le Venezuela) et le Conseil des Etats-Unis se sont rassemblé à la Barbade du 6 au 7 Octobre 2017 afin de discuter de sujets critiques ayant trait à la Paix dans le monde et d'adopter la déclaration inscrite ci-dessous.

**Contexte**

Lors d'une réunion du Conseil pour la Paix dans le Monde qui s'est tenue à São Luís, Brésil les 18 et 19 Novembre 2016 à l'initiative du Centre Brésilien pour la Solidarité des Peuples et la Lutte pour la Paix (CEBRAPAZ), et réunis autour du thème "Renforcer la solidarité des peuples dans la lutte pour la paix, contre l'impérialisme" il a été déterminé que " renforcer le Conseil pour la Paix dans le Monde est une tâche clé au cœur de cette solidarité", et à cette fin les conseils pour la paix de la Caraïbe se sont vu demander l'organisation d'une conférence pan-Caribéenne pour l'année 2017.

Inspiré par la conférence pour la Paix dans le Monde de São Luis, le Mouvement Caribéen pour la Paix a pris la décision d'organiser sa première conférence Caribéenne pour la Paix sur l'île de la Barbade entre les 6 et 7 Octobre 2017.

Les délégations de la première Conférence Caribéenne pour la Paix voient d'un œil inquiet la contre-offensive néolibérale de l'impérialisme, qui impacte les sociétés Caribéennes largement à travers l'installation de forces capitalistes rétrogrades, ce qui a laissé ces pays vulnérables face à la domination du secteur privé et au renversement des acquis sociaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement social et du transport, affectant de façon négative la qualité de vie des travailleurs de la Caraïbe.

La Première Conférence Caribéenne pour la Paix reconnaît également la menace majeure que représente le changement climatique pour les pays de la région Caribéenne, alors qu'il impacte négativement nos systèmes écologiques et économiques et augmente le risque de catastrophes naturelles qui ont la capacité de détruire les économies Caribéennes en endommageant de manière conséquente les infrastructures et en causant des pertes en vies humaines significatives.

La Conférence retient avec alarme la violence et l'intensité extraordinaire de la saison cyclonique actuelle qui a causé des milliards de dollars de dommages structurels, détruisant des îles entières, handicapant leurs économies et avec une mortalité exorbitante.

Le lien de causalité entre les effets de l'activité humaine et l'exacerbation de ces phénomènes naturels qui se sont produit après le refus des dirigeants des USA, la nation la moins éco-friendly, de reconnaître les besoins en matière d'accords mondiaux pour lutter contre le réchauffement global, n'a pas échappé à l'attention des présents.

Vue sous cet angle, l'échec de la construction d'un consensus global autour du changement climatique et des réponses nécessaires représente une menace conséquente pour la Paix dans la région Caribéenne et milite contre la stabilité et le fonctionnement correct des institutions et sociétés Caribéennes en général.

Nous reconnaissons aussi la présence de bases militaires étrangères dans la Caraïbe comme un facteur contribuant de façon significative à l'expansion de la dégradation environnementale et comme une érosion de la sécurité et de la stabilité de la région. Ainsi nous dénonçons les manœuvres et exercices militaires qui détruisent l'environnement et minent la santé des populations résidant à proximité de ces bases militaires.

Mais au delà des conséquences en termes d'environnement que leur présence implique, la première conférence Caribéenne pour la paix perçoit également la présence d'un nombre important de bases et structures militaires étrangères dans la région caribéenne comme une sérieuse menace envers la paix et la stabilité de toutes les nations en raison de leurs motivations interventionnistes et guerrières. Nous considérons qu'il est à la fois urgent et nécessaire de s'unir par des actions de campagnes internationales contre les bases militaires étrangères et pour un monde de paix délivré des armes nucléaires, chimiques et bactériologiques.

La première Conférence Caribéenne pour la Paix reconnaît le traité de Tlatelolco de 1967 qui établit notre région d'Amérique Latine et de la Caraïbe comme zone sans nucléaire, et à cet effet nous demandons la cessation immédiate du transfert des déchets nucléaires à travers la mer des Caraïbes.

Nous reconnaissons l'importance du fait que 122 états membres des Nations-Unies ont adopté le traité interdisant les armes nucléaires, le premier et unique instrument légal international qui déclare illégal toutes armes nucléaires.

Cependant, nous condamnons avec force le fait que les superpuissances qui possèdent de telles armes qui ont le pouvoir d'éliminer l'humanité ont avec arrogance, délibérément évité de signer ce traité essentiel.

Nous prenons également note avec alarme de cette menace spécifique à la paix Caribéenne réside en la prolifération des armes à feu dans la Caraïbe, dans un environnement d'effondrement économique et social occasionné par le capitalisme néolibéral et les activités corrompues de trafic de drogues, blanchiment d'argent et trafic d'êtres humains.

Lorsque l'on combine cela à l'intense pénétration médiatique étrangère dont la Caraïbe a fait l'objet, au phénomène de valeurs importées éclipsant nos valeurs locales de respect et de décence humaine, et avec les films et fictions véhiculant l'avidité, la violence, l'opulence et l'égoïsme comme valeurs, alors la hausse du nombre de tueries insensées et de la guerre des gangs deviennent une menace directe envers notre civilisation Caribéenne.

Face à ces circonstances, la 1ère Conférence Caribéenne pour la paix déclare :

1.     **Dédier** le travail, les trouvailles et résultats de cette conférence à la mémoire et en l'honneur des éternels Commandeurs Ernest Che Guevara et Fidel Castro Ruz, et en reconnaissance à la fois du 50ème anniversaire de la chute au combat du Commandant Ernesto Che Guevara et le 1er anniversaire du décès du Dr Fidel Castro le 25 Novembre 2016.

Nous rendons hommage à ces deux dirigeants visionnaires du monde, qui ont apporté d'extraordinaires contributions à la paix et à la lutte pour la libération des pays Africains, d'Amérique Latine et Caribéens.

2.    **Demander** la fin de la présence militaire étrangère que MINUSTAH représente en Haïti et son remplacement par des mécanismes de soutien humanitaire et civile.

En addition, la Conférence rejette la notion d'un état raté qui est le concept qui est utilisé par les forces impérialistes afin de justifier leur interférence au sein des affaires de nations souveraines et comme motivation pour des interventions militaires destinées à faire changer les régimes.

3.     **Affirmer** notre détermination à sauvegarder la paix en Amérique Latine et dans la Caraïbe en accord avec la Déclaration de la Havane approuvée par les Chefs d'Etats et Gouvernements de la communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC) au deuxième sommet CELAC qui s’est tenu à la Havane en l'an 2014...

Une Déclaration qui établit notre région comme Zone de Paix.

4.   **Réaffirmer** notre engagement au principe d'une zone de paix en Amérique Latine et dans la Caraïbe, ainsi que notre profond respect pour les principes et normes de la loi internationale, pour les droits inaliénables de chaque état de choisir librement ses systèmes économique, social et culturel sans interférence d'aucune sorte, et la souveraine égalité des états.

5.     **Reconnaître** le rôle joué par les femmes dans l'avancement d'un futur paisible et durable de la planète, et admettre que la réussite de la paix et une fin de la violence dépendent du respect de la diversité culturelle, raciale, religieuse et sexuelle.

6.     **S'engager** à lutter contre l'impérialisme, les politiques néolibérales, et les actions militaires étrangères dont le but est de miner et d'acculer à la défaite les gouvernements et mouvements démocratiques et progressistes de la région.

7.     **Rejeter** le concept hégémonique prévalant de "L'Etat occidental idéal"/ un concept qui encourage le racisme, la suprématie blanche et la discrimination. Plutôt, nous reconnaissons et acceptons un concept plus large et plus inclusif de développement humain, de participation et de démocratie.

8.     **Rejeter** les actions interventionnistes, la menace d'intervention militaire, les campagnes médiatiques, les menaces psychologiques, la guerre économique, et les blocus économiques orchestrés et dirigés par les Etats-Unis d'Amérique (USA) et par des sections de l'oligarchie conservatrice nationale et internationale, qui déstabilisent la paix et la stabilité de la République Bolivarienne du Vénézuela, alors même qu'ils tentent de détruire la révolution Bolivarienne et ses influences positives sur l'Amérique Latine et la Caraïbe.

9.     **Reconnaître** le droit souverain du peuple Vénézuélien à entreprendre la réforme de la Constitution de leur nation, et accepter l'assemblée Nationale constituante élue par plus de huit millions de personnes comme l'expression légitime de la volonté et de la souveraineté du peuple Vénézuelien ! Et nous rappelons également au monde que l'assemblée nationale constituante est une provision prévue par la Constitution Venezuela.

10. **Soutenir** les efforts du gouvernement révolutionnaire du Venezuela dans sa volonté d'établir le dialogue avec l'opposition Vénézuélienne-- dans l'optique d'établir une paix durable--dans le cadre des discussions qui se tiennent en République Dominicaine avec le soutien de la Communauté Internationale.

11. **Exprimer** la plus grande solidarité auprès des pays et des peuples dirigés par des puissances coloniales dans la Caraïbe et en Amérique du Sud qui se sont vu refuser le droit à l'auto-détermination et à la souveraineté, et en particulier, nous demandons la fin du colonialisme Français en Martinique, Guadeloupe, et en Guyane Française et nous engageons à montrer une solidarité active envers les peuples de ces pays au cours de leur lutte pour l'indépendance, la souveraineté et l'auto-détermination.

12. **Demander** la fin des présences militaires en Amérique Latine et dans la Caraïbe en général, à Porto Rico, dans les îles Malouines, les îles de Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud en particulier. Nous affirmons également que les îles Malouines, de Géorgie et les îles Sandwich sont une partie du territoire de l'Argentine et à ce titre doivent être gouvernée par la Nation Argentine.

13. **Condamner** le refus de certains pays de la Caraïbe de reconnaître le droit légitime du peuple de Palestine au statut d'état souverain.

14. **Condamner** le gouvernement de la République Dominicaine pour la déportation massive de personnes décrites comme étant "Haïtiennes", perpétrée de 2015 à ce jour. La Conférence demande la cessation de telles déportations et appelle à une détermination sous supervision internationale, de la nationalité et du statut légal des résidents à peau sombre demeurant encore en République Dominicaine afin de faire taire les angoisses de cette portion de la population.

La Conférence appelle également à l'établissement d'un comité international pour la détermination de compensations pour les personnes déplacées illégalement lors des déportations de masse décidées directement ou encouragées par le gouvernement de la République Dominicaine.

15. **Demander** le retour sous la souveraineté nationale Cubaine du territoire illégalement occupé par la base navale US à Guantanamo; et par ailleurs demander que le gouvernement US accepte la proposition formelle faite par le gouvernement Cubain d'inclure ce sujet dans l'agenda bilatéral en tant que facteur clé du processus vers une normalisation des relations entre les deux pays, et également en tant que sujet clé dans la quête d'une paix et d'une sécurité régionale.

16. **Soutenir** la lutte de Cuba dans tous les forums sur le retrait inconditionnel du blocus illégal sur l'économie, les finances et le commerce, qui s'avère le plus long de l'Histoire connue, et qui n'entre pas seulement dans la catégorie des génocides en terme de Droit International mais est également une violation fondamentale de la souveraineté des nations du Tiers-monde en ceci qu'il est basé sur l'application extraterritoriale de législation intérieure ou nationale des Etats-Unis d'Amérique.

17. **Rejeter** la décision mauvaise, infondée et injustifiée prise par l'administration de Donald Trump contre les diplomates Cubains au USA, dont le but évident était d'effacer toute trace des avancées constructives récemment obtenues vers une normalisation de la relation bilatérale entre les USA et Cuba, et qui est, par extension, un nouvel obstacle au développement de relations normales avec le reste de la Caraïbe.

18. **Condamner** touts actes de terrorisme comme étant l'antithèse de la paix, et en particulier nous avons à l'esprit et condamnons l'acte terroriste commis le 6 Octobre 1976 avec la dissimulation d'une bombe sur un vol commercial Cubain ce qui causa la mort de 73 personnes dans l'espace aérien de l'île de Barbade. Et à cette fin nous demandons que le Gouvernement des USA extrade le cerveau de cet acte terroriste, Luis Posada Carriles, afin qu'il puisse être jugé, et nous réitérons notre soutien à la campagne de l'antenne Caribéenne du réseau International pour la défense de l'humanité pour que les Nations-Unies déclarent le 6 Octobre soit décrété "Journée Internationale Contre le Terrorisme".

19. **Soutenir** les peuples de plusieurs îles de la Caraïbe dans leur lutte pour surmonter les conséquences de catastrophes naturelles répétées qui ont détruit une grande partie des infrastructures de ces pays et afin de parvenir à la nécessaire stabilité sociale et politique qui leur permettrait de surmonter la situation actuelle.

20. **Exprimer** de la solidarité et encourager des actions concrètes afin d'alléger les souffrances des victimes de phénomènes naturels récents, qui ont conduit à la dévastation, la destruction et des pertes en vies humaines dans la Caraïbe, et à cet égard la Conférence demande la création de réponses globales institutionnelles qui seraient moralement, économiquement et politiquement \*\* avec les crises qui se sont abattues sur ces pays.

21. **Insister** pour que les discussions sur le changement climatique global soient réengagées afin de réduire les probabilités de telles catastrophes telles que celles qui se sont abattues sur la Caraïbe durant la saison cyclonique 2017.

22. **Condamner** les politiques qui produisent la déportation indiscriminée de prisonniers Caribéens depuis les prisons, Nord-Américaines, le trafic d'être humains et le trafic d'armes dans la Caraïbe, et qui contribuent à générer de fort taux de criminalité qui menace la stabilité de plusieurs nations Caribéennes.

23. **Rejeter** la Pénétration Médiatique et la Propagande Médiatique qui émoussent les sens des populations Caribéennes face à la violence, aux crimes contre les personnes, aux assassinats de dirigeants, aux invasions et guerres, et nous encourageons nos gouvernements à créer les conditions pour que les pratiquants locaux des Média et les activistes culturels puissent faire avancer la visibilité de notre propre esthétisme, de nos sentiments et préoccupations.

24. **Soutenir** le droit des nations et peuples de la Caraïbe de rechercher et demander des réparations auprès des pouvoirs coloniaux pour des siècles de vassalité et d'exploitation fondés sur le génocide des peuples indigènes, la mise en esclavage des Africains et le colonialisme.

25. **Identifier** les Etats-Unis, l'OTAN et les grandes puissances de l'Union Européenne et leurs alliés, dans leur ambition pour une domination mondiale, en tant que principales menaces envers la paix et le bonheur des peuples de la planète entière et nous demandons la fin de toutes guerres d'agression impérialiste.

26. **Demander** l'élimination des armes nucléaires et la fin de la menace de leur utilisation, et demander par ailleurs que nos gouvernements respectifs et les états possédant l'arme nucléaire signent et ratifient promptement le traité sur la prohibition des armes nucléaires.

27. **Célébrer** l'engagement renouvelé de la fondation ou de la réactivation des mouvements et associations pour la paix de la Caraïbe et leur lien avec le Conseil Mondial pour la Paix, et reconnaître qu'il est vital d'articuler et de s'engager dans un tel travail collectif en faveur de la Paix dans la région et en soutien à la durabilité et validité de la proclamation de l'Amérique Latine et de la Caraïbe comme Zone de Paix.

28. **Exprimer** **notre gratitude** aux hôtes, aux institutions et personnalités qui nous soutiennent, et au peuple Barbadien dans son ensemble pour l'accueil chaleureux réservé aux participants de cette réunion, et pour leur soutien à tous les arrangements logistiques pour la 1ere Conférence Caribéenne pour la Paix à Barbade.

29. **Soutenir** et entreprendre - individuellement ou de manière collective- la poursuite d'actions et d'initiatives contenues dans le Plan d'Action approuvé par la Conférence.

30. **Rappeler** au peuple Caribéen notre unique histoire de race et de classe basée sur l'oppression et nos luttes historiques pour résister, surmonter et transcender une telle oppression et un tel déni de dignité humaine, et réaffirmer que notre histoire nous a laissé une mission sacrée de militer pour et de défendre les principes de liberté et de dignité humaine, et de se dresser aux côtés de et montrer une solidarité active avec tous les peuples qui luttent légitimement contre les forces d'oppression et pour la liberté, la dignité, le respect, la souveraineté, l'auto-détermination et la paix.